

A l'attention de **Benjamin Smith**, Directeur Général d'Air France-KLM

Le 10 décembre 2020,

Objet : Vos récentes déclarations sur les prochaines commandes d'Air France

Monsieur le Directeur général,

Lors de la conférence *Routes Reconnected* le 30 novembre 2020, vous avez suscité des inquiétudes concernant les prochaines commandes pour Air France d'avions monocouloirs destinés à remplacer vos appareils de la famille des A320. Air France serait prêt à acheter des appareils Boeing plutôt que des Airbus, alors que ce dernier constructeur a toujours su s'adapter aux besoins par l'innovation lorsqu'on lui fait confiance.

Bien que cette annonce soit interprétée par certains observateurs comme un simple "coup de bluff" pour infliger une pression commerciale sur Airbus et ses sous-traitants, nous tenions à vous faire savoir qu'elle est tout sauf anodine et qu'elle a suscité de vraies inquiétudes sur nos territoires. Elle intervient dans un contexte de grande difficulté, de chômage partiel, de manque de visibilité économique pour les entreprises du secteur et leurs salariées et salariés en raison de la crise de la Covid-19. Dans notre région des Pays de la Loire, près d'un millier d'emplois sont ainsi menacés sur les sites d'Airbus. De nombreux sous-traitants, qui se sont développés en réponse aux donneurs d'ordre dont ils sont dépendants, sont également impactés, provoquant fermetures d'usines et licenciements.

Il est évident qu'une commande de dizaines d'appareils auprès d'un avionneur non-européen serait inacceptable considérant l'importante aide publique que les gouvernements français et néerlandais ont octroyé à votre groupe en 2020 pour faire face à la crise de la Covid-19. D'autant plus que ces aides étaient défendues comme utiles à la préservation de notre souveraineté industrielle, de la compétitivité du secteur et de nos savoir-faire.

Monsieur le Président, nous en appelons à votre responsabilité et attendons de votre compagnie des garanties fermes concernant le soutien à l'industrie aéronautique française et européenne et ses salariés lors de vos prochaines commandes d'appareils. Nous soutiendrons cette position avec tous les acteurs régionaux et en premier lieu au Conseil régional des Pays de la Loire, en insistant sur l'accompagnement nécessaire par les pouvoirs publics de la transformation écologique des emplois et compétences du secteur, en phase avec nos objectifs climatiques. Nous resterons mobilisés nationalement pour peser sur ces orientations stratégiques.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur général, en nos respectueuses salutations.

Lucie Etonno et Franck Nicolon
Co-présidents du groupe Écologiste et Citoyen
Conseil régional des Pays de la Loire

Matthieu Orphelin
Député de Maine-et-Loire

